

**LISTE DES PIECES PROCEDURE
DU PLU DE ROMEYER**

N° PIECE	DESCRIPTION DES PIECES
PIECE 1	15/10/2010 – Délibération communale – Modification après enquête publique du projet de PLU
PIECE 2	03/12/2010 – Délibération communale – Approbation du projet de PLU
PIECE 3	16/08/2011 – Délibération communale – Modification du PLU
PIECE 4	13/02/2020 – Délibération intercommunale – Planification : Droit de Prémption Urbain
PIECE 5	13/02/2021 – Arrêté intercommunal 3/2021 portant mise à jour du PLU
PIECE 6	26/05/2023 – Arrêté intercommunal 2023/80 portant mise à jour du PLU

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DROME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la commune **ROMEYER**Séance du **15 octobre 2010**

Nombre de conseillers

- en exercice	11
- présents	8
- votants	8
- absents	3
- exclus	0

L'an deux mille dix, le 15 octobre à 20 heures 30.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. onsieur BIGLIA Raymond, Maire..

Etaient présents : MM.

Tous les conseillers sauf Mme FIALOUX Carine, Messieurs ORAND Lionel et FIALOUX Jean-Pierre.

Date de convocation :

05 octobre 2010

Date d'affichage :

05 octobre 2010

OBJET

MODIFICATION APRES
ENQUETE PUBLIQUE
DU PROJET DI PLU

M. me GUIRONNET Anne-Line a (ont) été nommé(e)(s) secrétaire(s).

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L123.10 et R123.19,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2224.10,
Vu la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992,
Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,
Vu la délibération en date du 20/07/2007 prescrivant l'élaboration du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11/12/2009 arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,
Vu l'arrêté du maire en date du 6/04/2010 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,
Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal,

- DECIDE de modifier le projet de PLU soumis à l'enquête publique sur les points suivants :

Concernant

1 - Les retours des personnes publiques associées :

* Une réduction des espaces boisés classés sur deux secteurs au sud de rays et le long de la Ripisylve.

* Plusieurs points de détails du rapport de présentation et du règlement sont à mettre à jour.

Acte rendu exécutoire après le dépôt en
Préfecture de DIE le et
publication ou notification du



* Il est demandé par la Chambre de l'agriculture d'autoriser les habitations des exploitations dans une limite portée à 200 m². Ce point est validé par la municipalité, toutefois il s'agit d'avoir un équilibre entre zone agricole et naturelle, les deux zones A et N seront réglementées de la même façon.
L'ensemble des modifications demandées par la Chambre d'Agriculture sont validées, en dehors de la hauteur des bâtiments agricoles qui restera limitée à 9 mètres.
* Il conviendra d'indiquer pour la zone AU ainsi que la zone U des Moulins que ces secteurs ne concernent pas des sites occupés par la tulipe. Les milieux présents ne sont pas favorables à cette espèce. D'autre part, le diagnostic écologique n'a pas démontré la présence de la tulipe sur ces deux sites. Le bureau d'études Latitude u.e.p. a interrogé le conservatoire botanique qui a réalisé un inventaire sur le Diois et qui n'a pas identifié de stations de tulipes sur ces secteurs.
Toutefois cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas présentes.


2 - Concernant les risques :

- * Le plan de prévention des risques d'inondation a avancé. Il conviendra d'afficher le risque d'inondation sur le plan de zonage, ainsi que dans le règlement
- * Concernant les risques liés aux argiles : le rapport de présentation fera mention de la présence de ce risque et une annexe sera ajoutée au PLU avec des fiches de recommandation liées aux constructions dans les zones argileuses.
- * Concernant le zonage : la DDT demande que soient supprimés les zones Ne concernant les stations d'épuration et l'espace lié à l'usine hydroélectrique. Ces ouvrages sont situés en zone A ou AP ou N. Le règlement de ces zones permet la gestion de ces ouvrages.

3 - Concernant les résultats de l'enquête publique :

- * Une demande concerne l'extension de la zone U dans le secteur de la Loche. Une partie de la parcelle a été proposée en classement U dans le projet de PLU. La Chambre d'Agriculture et la DDT sont favorables à une extension mesurée de cette zone afin de permettre réellement la construction sur la parcelle concernée. Il faut noter que ce secteur est desservi par l'assainissement collectif.
- * Une demande concerne la suppression de l'espace boisé classé sur le tracé de l'ouvrage de transport d'eau nécessaire à la ville de Die d'une part et à la centrale hydroélectrique d'autre part. Cette suppression des EBC est validée. La commune fera parvenir au bureau d'études les tracés des ouvrages sur le fond cadastral.
- * Une demande concerne la réduction de la zone N1 et de l'emplacement réservé R6. La commune souhaite maintenir une partie de ce secteur en zone de loisirs et maintenir le cône de vue sur le hameau, toutefois elle ne pense pas aménager forcément l'ensemble de la parcelle, l'emplacement réservé et la zone N1 seront réduits.

- DEMANDE à Monsieur le Maire de mettre au point le dossier définitif de P.L.U. en vue de son approbation définitive.

Le Maire,

Signature
(ROMEYER)

REPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT

DROME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la commune **Mairie de ROMEYER**Séance du **03 décembre 2010**

Nombre de conseillers

- en exercice	11
- présents	10
- votants	10
- absents	1
- exclus	0

L'an deux mille dix, le 3 décembre à 20 heures 00.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. onsiEUR BIGLIA Raymond, Maire..

Etaient présents : MM.

Tous les conseillers sauf Monsieur GILLOT Fabrice.

Date de convocation :

26 octobre 2010

Date d'affichage :

26 octobre 2010

OBJET

APPROBATION DU
PROJET DU PLAN
LOCAL D'URBANISME

M. adame FIALOUX Carine a (ont) été nommé(e)(s) secrétaire(s).

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L123.10 et R123.19,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2224.10,
Vu la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992,
Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,
Vu la délibération en date du 20/07/2007 prescrivant l'élaboration du PLU et définissant les modalités de concertation en application de l'article L300-2 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11/12/2009 arrêtant le projet du Plan local d'Urbanisme et tirant le bilan de concertation,

Vu l'arrêté du maire en date du 6/04/2010 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées.

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15/10/2010 modifiant le projet du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,

Considérant que le projet du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la Loi sur l'eau

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, 9 voix pour et 1 voix contre

Acte rendu exécutoire après le dépôt en
Préfecture de de la Drôme le
et publication ou notification du



- DECIDE d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente,
- INDIQUE que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public.
Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.
- INDIQUE que la présente délibération sera exécutoire :
dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications, après accomplissement des mesures de publicité



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT

DROME

RECEVUE

EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la commune **Mairie de ROMEYER**Séance du **16 août 2011****Nombre de conseillers**

- en exercice	11
- présents	10
- votants	10
- absents	1
- exclus	0

L'an deux mille onze, le 16 août à 18 heures 30.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. onseur BIGLIA Raymond. Maire.

Etaient présents : MM.

Tous les conseillers sauf Monsieur GILLOT Fabrice

Date de convocation :

11 août 2011

Date d'affichage :

11 août 2011**OBJET**

Modification PLU

M. adame GROSJEAN Laëtitia a (ont) été nommé(e)(s) secrétaire(s).

Suite à l'approbation du P.L.U et aux observations de la Préfecture de la Drôme, le Conseil municipal approuve les modifications du règlement modifié à l'article 6 (4^{eme} alinéa§1) ainsi que le complément de légende relatif à la trame "risque".

Acte rendu exécutoire après le dépôt en
Préfecture de de la Drôme le
et publication ou notification du



2025年10月24日

11:01:30



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an **deux mille vingt**, le treize février à 17h30, le Conseil Communautaire de la Communauté des Communes du Diois (Drôme) dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à Recoubreau-Jansac, sous la Présidence de Monsieur Alain Matheron, Président.

Date de la convocation du Conseil : 05/02/2020

<p>Nombre de conseillers en Exercice : 75 Présents : 49 Votants : 49</p>	<p>ANCIEN Canton de Luc-en-Diois : MM. BOEYAERT (AUCELON) ; PHILIPPE (BARNAVE) ; FAUCHIER (BEAUMONT EN DIOIS) ; RUSSUER (BEAURIERES) ; VILLET (CHARENS) ; FONTAINE (JONCHERES) ; CHEVROT (LA BATIE DES FONTS) ; LAGIER (LESCHES EN DIOIS) ; EGLAINE (LUC EN DIOIS) ; GUILHOT (MISCON) ; LECLERCQ (MONTLAUR EN DIOIS) ; CHAUDET (POYOLS) ; ROUIT, JEANJEAN (RECOUBEAU-JANSAC) ; ARAMBURU (VALDROME) ; ASTIER, GRANJUX (VAL MARAVEL).</p> <p>ANCIEN Canton de Die : MM. CARRAU (BARSAC) ; BORTOLINI (CHAMALOC) ; BECHET, GUENO, GUILLAUME, LEUWENBERG, LLORET, MOUCHERON, ORAND, TREMOLET, VIRAT (DIE) ; EYMARD, SELLIER (MARIGNAC) ; GERY (MONTMAUR EN DIOIS) ; ROLLAND, (PONET ST AUBAN) ; LACOUTIERE (ROMEYER) ; ALLEMAND, MOLLARD (SOLAURE-EN-DIOIS) ; BAYART (ST ANDEOL EN QUINT) ; MONGE, COLAO (SAINTE CROIX) ; VINCENT (ST JULIEN EN QUINT) ; GUILLEMINOT (VACHERES EN QUINT).</p> <p>ANCIEN Canton de la Motte Chalancon : MM. LUQUET (BELLEGARDE) ; ANGIBAUD (ESTABLET) ; GARAGNON (ST DIZIER EN DIOIS) ; FERNANDEZ (ST NAZAIRE LE DESERT).</p> <p>ANCIEN Canton de Chatillon-en-Diois : MM. TOURENG (BOULC) ; PUECH, VANONI ? ROISEUX (CHATILLON) ; MAZALAIGUE (GLANDAGE) ; MATHERON, BONNIOT (LUS LA CROIX HAUTE) ; REY (MENGLON).</p> <p>POUVOIRS : EXCUSES : MM. ICHE, BUIS, CHARMET, DE WITASSE-THEZY. EGALEMENT PRESENTS : MM. ALLEMAND, BOUFFIER, COSTE, FORTIN.</p>
--	--

C200213-05

Objet : Planification : Droit de Prémption Urbain

Le Président (Alain Matheron) expose :

Vu la loi ALUR N° 2014-366 du 24 mars 2014 qui modifie certains éléments de compétences exercés par les EPCI en matière d'urbanisme

Vu les délibérations des communes ayant instituée le DPU avant le transfert de la compétence planification

Vu l'article L 211 – 2 alinéa 2 du code de l'urbanisme qui dispose que l'EPCI compétent en matière d'élaboration des documents d'urbanisme est compétent de plein droit en matière de Droit de Prémption Urbain

Considérant que les collectivités peuvent exercer le DPU dans le cadre de l'exercice de leurs compétences générales ou statutaires

Considérant que certaines communes disposant d'un PLU n'avait pas institué le DPU sur les zones U et AU

Vu l'article L 213-3 qui permet au titulaire du DPU de déléguer son droit

Vu l'article L 300 – 1 du code de l'urbanisme

Vu l'Article 321 – 1 du code de l'urbanisme et le Décret constitutif de l'Etablissement public foncier « EPORA » N°98 923 du 14 octobre 1998 modifié

Vu la délibération du 26 septembre 2019 approuvant la convention avec EPORA et déterminant le périmètre de travail.

Considérant que cette convention vise à conduire des action et opérations qui ont pour but d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques en remobilisant le foncier non utilisé, en intervenant le cas échéant également sur les locaux existants pour permettre la densification du secteur et son réaménagement dans une logique d'urbanisme circulaire permettant de proposer une nouvelle offre foncière à vocation économique et la requalification de l'espace public.

Vu l'article L 213 – 2 du code de l'urbanisme et suivants portant gestion des Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) et exercice du DPU

ARNAYON
AUCELON
BARNAYE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETTE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATILLON-EN-DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUIGNAN
JONCHERES
LA BATIE DES FONTS
LA-MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MENGLON
MISCON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
PONET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTHIER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUINT
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHETU-CREYERS
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVEL
VALDROME
VOLVENT



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

Vu l'article L 5211-9 du CGCT et notamment son alinéa 8 qui prévoit que le Président de l'EPCI peut, par délégation de son organe délibérant (conseil communautaire), être chargé d'exercer, au nom de l'établissement, le droit de préemption en application du code de l'urbanisme. Il peut déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixent l'organe délibérant de l'établissement.

Considérant l'intérêt que représente l'instauration d'un Droit de Préemption Urbain afin de pouvoir accompagner les projets de maîtrise foncière supports des actions ou projets d'intérêt général.

Considérant les délais qui s'attachent à l'instruction des DIA, qui courent sur 2 mois à compter de la réception de la demande, le conseil a vocation à déléguer l'exercice du droit de préemption urbain au Président de l'EPCI et peut permettre à celui-ci de déléguer à son tour aux communes pouvant l'exercer dans le cadre de leur attribution mais aussi à EPORA sur le périmètre de la convention d'intervention intervenue.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur toutes les communes disposant d'un PLU approuvé à savoir CHAMALOC, DIE, LA MOTTE CHALANCON, LUS LA CROIX HAUTE, MARGINAC, ROMÉYER, ST NAZAIRE LE DESERT, pour les zones U et AU des PLU de ces communes.
- décide de maintenir le Droit de Préemption Urbain prévu dans les cartes communales approuvées des communes de BARNAVE, BOULC, Ste CROIX et SOLAURE EN DIOIS (anciennement Aix en Diois).
- dit que le document d'urbanisme permettant d'apprécier la localisation des zonages couverts par le DPU sont disponibles sur le géoportail de l'urbanisme conformément à la législation en vigueur.
- rappelle que les communes demeurent guichet d'enregistrement des D.I.A et doivent transmettre ces dernières dès réception en commune au Président de la CC Diois.
- autorise le Président à déléguer le DPU aux communes par voie d'arrêté à l'occasion de l'aliénation d'un bien dans les zones A et AU des PLU et les zones prévues dans les cartes communales, en vue de permettre aux communes la réalisation d'actions ou d'opérations d'intérêt communal et relevant de la compétence communale sans limite de durée.
- demande aux communes de transmettre la Déclaration d'Intention d'Aliéner accompagnée de l'avis du Maire sur l'opportunité pour la commune de procéder ou non à la préemption lorsqu'il s'agit des biens en lien avec les compétences et projets communaux.
- autorise le Président à déléguer le DPU à EPORA par arrêté à l'occasion de l'aliénation d'un bien sur la zone d'activités de Cocause sise sur la commune de Die pour le périmètre annexé à la présente et sur la période de validité de 4 ans.
- décide de déléguer au Président de la Communauté des Communes l'exercice du DPU dans les zones U et AU des PLU pour des actions ou opérations relevant des compétences statutaires de la Communauté des Communes du Diois.
- autorise le Président compte tenu des délais qui s'attachent à l'instruction des D.I.A., lesquels courent sur deux mois à compter de la réception de la demande en Mairie, à déléguer par arrêté cette fonction à un Vice-Président.
- dit que la notification de la présente délibération sera notifiée aux personnes mentionnées au R 211-3 du code de l'urbanisme à savoir :
 - o Directeur Départemental des finances publiques
 - o A la chambre départementale des Notaires
 - o Au barreau du Tribunal de Grande Instance de Valence
 - o Et au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Valence
 - o Aux communes citées

ARNAYON
AUCOLON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURILLES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENS
CHATILLON EN DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUAMANE
JONCHERES
LA BATIE DES FONTS
LA MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC EN DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARGINAC
MENGLON
MISCOM
MONTLAUR EN DIOIS
MONTMAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
POMET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFORCHAT
ROMÉYER
ROTHER
SAINT-ROMAN
SOLAURE EN DIOIS
ST ANDRÉ EN QUINT
ST DIZIER EN DIOIS
ST JULIEN EN QUINT
ST NAZAIRE LE DESERT
STE CROIX
TRÉSCHENU-CHÉVRES
VACHERES EN QUINT
VAL MARAVAL
VALDROMIE
VOLVENT

REÇU EN PREFECTURE

Le 26/02/2020

Application agréée F.leqabre.com



aux Sources de la Drôme
Communauté des Communes du Diois

- dit que conformément aux articles R 211-2 du code de l'Urbanisme la présente délibération fera l'objet d'un affichage dans les Mairies des Communes concernées par le DPU et au siège de la Communauté des Communes du Diois pendant une durée de 1 mois et que mention sera faite dans deux journaux diffusés dans le Département de la Drôme.
- dit qu'un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert à la Communauté des Communes du Diois et mis à la disposition du public conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme.
- charge le Président de l'exécution de la présente délibération.

Suivent les signatures,
Pour expédition conforme,
Le Président,
Alain Matheron

ARNAYON
AUCELON
BARNAVE
BARSAC
BEAUMONT EN DIOIS
BEAURIERES
BELLEGARDE EN DIOIS
BOULC
BRETE
CHALANCON
CHAMALOC
CHARENIS
CHATILLON EN DIOIS
DIE
ESTABLET
GLANDAGE
GUMIANE
JONCHERES
LA BATTIE DES FONTS
LA MOTTE-CHALANCON
LAVAL D'AIX
LES PRES
LESCHES EN DIOIS
LUC-EN-DIOIS
LUS LA CROIX HAUTE
MARIGNAC
MEINGLON
MAISON
MONTLAUR EN DIOIS
MONTLAUR EN DIOIS
PENNES LE SEC
POMET- ST AUBAN
PONTAIX
POYOLS
PRADELLE
RECOUBEAU-JANSAC
ROCHEFOURCHAT
ROMEYER
ROTHER
SAINT-ROMAN
SOLAURE-EN-DIOIS
ST ANDEOL EN QUIN
ST DIZIER-EN-DIOIS
ST JULIEN EN QUIN
ST MAZARE LE DESERT
STE CROIX
TRESCHETU-CREYERS
VACHERES EN QUIN
VAL MARAVEL
VALROJAT
VOLVENT

Publié le : 26 FEV. 2020


Communauté des Communes du Diois

2021/3

COMMUNAUTE DES COMMUNES DU DIOIS**ARRETE n° 3/2021
PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE ROMEYER**

Le Président de la Communauté des Communes du Diois,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-9 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L151-43, R151-51 et suivants, R153-18 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L211-1 et suivants, R211-1 et suivants ;
Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Romeyer approuvé par délibération du conseil municipal du 3 décembre 2010 ;
Vu la délibération C200213-05 de la Communauté des Communes du Diois en date du 13 février 2020 instituant ou actualisant un droit de préemption urbain sur la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour les annexes du plan local d'urbanisme de la commune de Romeyer concernant l'application du droit de préemption urbain, conformément à l'article R153-18 du code de l'urbanisme ;

ARRETE**Article 1 :**

Le plan local d'urbanisme de la commune de Romeyer est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout de la pièce suivante aux annexes de ce plan : Droit de préemption urbain (DPU) : ajout de la délibération C200213-05 de la Communauté des Communes du Diois en date du 13 février 2020 instituant ou actualisant un droit de préemption urbain sur la commune avec cartographie du périmètre associé. Le droit de préemption urbain est instauré sur les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme.

Article 2 :

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public à la Mairie, dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois et en Préfecture.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché en Mairie et dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois durant un mois.

REÇU EN PREFECTURE

le 18/02/2021

Application agréée E-legalite.com

99_AR-026-242600534-20210218-ARR_2021_3-

Article 4 :

Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à DIE, le 18/02/2021

Pour le Président,
le Vice-Président, Olivier TOURRENG

A handwritten signature in black ink is written over a blue rectangular official stamp. The stamp contains the text "Pays de la Vallée de la Durance" and "DIE" in a stylized font. The signature is fluid and cursive, crossing the stamp.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Reçu en Préfecture le
Affiché le

REÇU EN PREFECTURE

le 18/02/2021

Application agréée E-égalité.com

99_AR-026-2426 00534-20210218-ARR_2021_3-

2023/80

COMMUNAUTE DES COMMUNES DU DIOIS**ARRETE n° 2023/80
PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE ROMEYER**

Le Président de la Communauté des Communes du Diois,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-60 et R153-18 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L151-43 et R151-51 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un Plan Local d'Urbanisme ;
Vu la délibération du Conseil Municipal de Romeyer du 3 décembre 2010 approuvant son Plan Local d'Urbanisme ;
Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

Considérant que suite à des mises à jour faites par les gestionnaires des servitudes, des modifications ont été intégrées sur les plans et listes joints. L'ARS a rectifié des périmètres des servitudes AS1 (périmètres de protection des captages) et le Muséum National d'Histoire Naturelle - Service du Patrimoine Naturel celles des servitudes AC3 (réserves naturelles).

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Romeyer est mis à jour à la date du présent arrêté, en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe de celui-ci, la liste et les plans des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public en Mairie de Romeyer et dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de Romeyer et dans les locaux de la Communauté des Communes du Diois durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à DIE, le 26/05/2023

Pour le Président,
le Vice-Président en charge de l'urbanisme,
Olivier TOURRENG



Reçu en Préfecture le
Affiché le